

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES PROJETS ET PROGRAMMES

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

Arrêté N°- 0 3 2 7 /MINEFID/SG/DGESS/DCPP portant
création, objet, classification, administration et
fonctionnement du Projet de Gouvernance Economique et de
la Participation Citoyenne (PGEPC)

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- Vu la Constitution ;
- Vu le Décret n°2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du
Premier Ministre;
- Vu le Décret n° 2016-003/PRES/PM/SGGOM du 06 janvier 2016 portant composition du
Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2016-006/PRES/PM/SGGOM du 08 février 2016 portant
attribution des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation
du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement ;
- Vu le Décret n°2007-775/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant
réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés
au Burkina Faso ;
- Vu le Décret n°2007-777/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant
organisation et fonctionnement des projets ou programmes de développement
de catégorie B;
- Vu l'accord de financement signé le 15 avril 2016 entre le BURKINA FASO et
L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT ;

ARRETE

CHAPITRE I : CREATION ET OBJET

Article 1 : Il est créé au sein du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, un projet dénommé « Projet de Gouvernance Economique et de la Participation Citoyenne » en abrégé « PGEPC ».

Article 2 : Le Projet PGEPC a pour objet de renforcer la mobilisation des ressources intérieures et d'améliorer l'utilisation des ressources publiques par le renforcement des mécanismes de redevabilité, des systèmes de collecte des ressources et de gestion des dépenses publiques.

CHAPITRE II : CLASSIFICATION

Article 3 : Le Projet PGEPC est classé projet de catégorie B, conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n°2007-775/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso

Le Projet PGEPC est placé sous la tutelle technique et financière du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement.

CHAPITRE III : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 4 : Le Projet PGEPC est administré par un Comité de Pilotage, conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n°2007-775/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007, portant réglementation générale des Projets et Programmes de développement exécutés au Burkina Faso.

Le Comité de Pilotage visé dans l'alinéa précédent est présidé par le Secrétaire Général du Ministère de tutelle technique où toute autre personne habilitée désignée par l'autorité compétente.

Article 5 : La composition, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Comité de Pilotage sont définis par arrêté signé du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement.

Article 6 : La gestion du Projet PGEPC est assurée par une Unité de Gestion du Projet (UGP) composée d'un Chef de projet, d'un comptable, de trois (03) chargés de programme, d'un spécialiste en passation des marchés et d'un spécialiste du suivi et de l'évaluation.

Article 7 : l'UGP sera appuyée par les points focaux des structures centrales du MINEFID et des structures impliquées dans la mise en œuvre du projet.

Article 8 : Conformément à l'article 5 du Décret n°2007-777/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant organisation et fonctionnement des projets ou programmes de développement de catégorie B le Projet PGEPC est dirigé par un Chef de projet appelé « coordonnateur ».

Le coordonnateur et le personnel du projet sont recrutés conformément aux dispositions du décret ci-dessus cité.

Article 9 : La gestion financière du Projet PGEPC est assurée conformément aux indications de l'accord de financement entre le Burkina Faso et l'Association Internationale de Développement.


CHAPITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 10 : Sauf dispositions contraires convenues d'accord parties, le projet couvre la période 2016-2021.

Article 11 : Les rémunérations, les indemnités, les frais de missions et les avantages sociaux du personnel du Projet PGEPC sont déterminés conformément au dispositif réglementaire de l'Association Internationale de Développement.

Article 12 : Le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le **20 SEP 2016**



Hadjatou Rosine COULIBALY/SORI
Général de l'Ordre National

Ampliations :

- MINEFID
- SG/MINEFID
- MDCB
- CAB/SE
- Toutes structures intéressées
- J.O
- Chrono